

La foire d'empoigne sur la répartition des postes dans la nouvelle commission européenne confirme nos analyses



Les tractations organisées à Bruxelles pour répartir les postes au sein de la future Commission se sont soldées dans la nuit du 16 juillet par un énième échec. **Ce micmac confirme que le vote des électeurs à toutes les élections n'a plus aucun sens et que le destin de la France se joue désormais, au sens précis du terme, « à la roulette russe »**. Les dépêches de presse nous apprennent en effet que, pour tenter de mettre tous les États d'accord, le conclave bruxellois en cours souhaite que la composition de la Commission respecte trois équilibres :

- **Un équilibre entre hommes et femmes.** Par exemple, puisque le président de la Commission est un homme (Jean-Claude Juncker), le ministre des affaires étrangères de l'UE, poste jugé le deuxième en importance après le président, devrait être une femme.
- **Un équilibre entre droite et gauche.** Pour reprendre le même exemple, puisque Jean-Claude Juncker est « de droite » (PPE), le ministre des affaires étrangères de l'UE devrait être « de gauche » (PSE). Peu importe, donc, que les électeurs votent à droite ou à gauche aux élections nationales ou européennes !

Comme l'UPR l'analyse depuis longtemps, cette « logique » confirme que l'exécutif européen est dans un état de « cohabitation » permanente. Le seul moyen d'avoir une Commission d'un bord déterminé serait que les gouvernements des 28 soient tous de la même couleur politique, ce qui est statistiquement impossible. Et encore faudrait-il, alors, que les gouvernements fassent abstraction de leurs intérêts nationaux, pour appliquer une politique de droite ou de gauche. Fiction, à laquelle les électeurs ne croient plus, s'ils y ont jamais cru.

- **Un équilibre entre est et ouest.** Pour reprendre toujours le même exemple, cet équilibre est-ouest rend actuellement très problématique la désignation du chef de la diplomatie européenne.
 - a) Le Premier ministre « socialiste » italien Matteo Renzi veut que ce soit **Federica Mogherini**, sa jeune et récente ministre des Affaires étrangères, qui soit nommée à ce poste. Elle remplit les

- conditions 1 et 2 : c'est une femme et elle est « de gauche » (PSE). Mais elle ne remplit pas la condition 3 puisqu'elle ne vient pas d'un pays de l'est.
- b) Du coup, la Pologne et les États baltes (tout spécialement la présidente de Lituanie, Dalia Grybauskaitė) sont vent debout contre la candidature italienne, à laquelle ils font par ailleurs le reproche suprême d'être trop favorable à Moscou. Ils poussent la candidature de **Kristalina Gueorguieva**, qui remplit les conditions 1 et 3 (c'est une femme et elle est Bulgare), mais pas la condition 2 (elle est affiliée au parti bulgare GERB membre du PPE). Mme Gueorguieva, commissaire européenne bulgare sortante, présente également un « atout » considérable aux yeux de Jean-Claude Juncker et des dirigeants européens : elle a passé 17 ans de sa vie à Washington, où elle a travaillé à la Banque Mondiale dont elle est devenue vice-présidente. Autant dire que sa nomination serait chaudement approuvée par la Maison Blanche...
 - c) Espérant profiter du blocage entre l'Italie et les pays de l'est, le Premier ministre danois en personne, Mme **Helle Thorning-Schmidt**, a fait savoir qu'elle mettrait bien tout le monde d'accord en prenant le poste. Elle remplit les conditions 1 et 2 : c'est une femme et elle est « de gauche » (PSE). Elle n'est certes pas plus « de l'est » que sa rivale italienne, mais elle est la ressortissante d'un petit pays scandinave et baltique, ce qui pourrait amadouer la Pologne et la Lituanie. Enfin, elle a elle aussi tout pour plaire à Washington puisqu'elle a décidé, le 30 janvier dernier, de vendre une partie de l'entreprise publique danoise d'énergie DONG Energy à... la banque d'investissement américaine Goldman Sachs. Ce qui amené les 6 ministres du Parti populaire socialiste (SF - gauche) à claquer la porte de son gouvernement. Cette grave crise gouvernementale vaut à Mme Thorning-Schmidt tous les brevets de servilité requis par l'oligarchie euro-atlantiste pour pouvoir briguer le poste de ministre des Affaires étrangères de l'UE...

Ainsi donc, **la France, quoique l'un des 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, n'a osé présenter personne pour ce poste et en est réduite à voir son destin et sa diplomatie internationale réglés par des jeux de pouvoirs entre un Luxembourgeois, une Lituanienne, une Italienne, une Bulgare et une Danoise. L'enjeu caché étant de déterminer qui sera le plus hostile à la Russie et le plus servile vis-à-vis de Washington ! Dans ces intrigues sordides, la France ne pèse plus rien. Il en va tout de même de la guerre et de la paix avec la Russie, 2e puissance nucléaire mondiale ! Nous laissons notre avenir dans les mains de petits pays qui jouent, c'est le cas de le dire, « à la roulette russe ».** Les frictions entre États membres concernant le futur chef de la diplomatie européenne sont une nouvelle illustration du « [stratagème des chaînes](#) » que les États-Unis ont patiemment mis en œuvre depuis le traité de Rome, à travers la « *construction européenne* ». Ligotés dans des liens absurdes et autobloquants par les traités européens, les États membres, dont les intérêts nationaux divergent fondamentalement, sont obligés de se retrouver sur des positions communes dictées par les États-Unis, cet unique « *fédérateur* » qui « *ne serait pas européen* », dénoncé par le Général de Gaulle dès sa [conférence de presse du 15 mai 1962](#). Les États-Unis ne seraient, toutefois, pas parvenus à leurs fins sans leurs relais d'influence : hier, [Robert Schumann](#), [Jean Monnet](#), [Walter Hallstein](#), [Robert Marjolin](#), aujourd'hui, José Manuel Barroso, Catherine Ashton, Karel de Gucht, Jean-Claude Juncker. Pour n'en citer qu'une poignée. **C'est grâce à eux et aux européens français que la Lituanie est, maintenant, en mesure d'imposer au pays de Clemenceau et de Charles de Gaulle sa politique extérieure vis-à-vis de la Russie, pour mieux appliquer celle de Washington. C'est certainement avec un mélange de pitié et de mépris que les historiens de demain considéreront cet affligeant constat, longtemps après que cette construction européenne chimérique se sera effondrée.**